

# **7** Les femmes et l'ODD 6 – Eau propre et assainissement : garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable

---

Les difficultés d'accès à de l'eau propre et le manque d'équipements d'assainissement et d'hygiène sont des problèmes qui touchent principalement les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Les femmes sont davantage pénalisées que les hommes par la rareté de l'eau et l'insuffisance des installations sanitaires, à la fois parce qu'elles ont des besoins particuliers en matière d'hygiène et parce qu'elles sont généralement chargées d'aller chercher l'eau. En remédiant aux discriminations et aux normes sociales relatives à la gestion de l'eau, les sociétés pourraient bénéficier de l'apport des femmes dans ce domaine et ainsi avoir des systèmes d'approvisionnement en eau qui fonctionnent mieux, étendre l'accès à l'eau et procurer des avantages économiques profitant à toute la collectivité.

---

## 7.1. Éléments à retenir

Ce chapitre fait le tour des liens existant entre l'égalité femmes-hommes et la gestion de l'eau, et propose quelques actions clés pour améliorer l'accès à l'eau et à des installations sanitaires convenables : Les principaux constats sont les suivants :

- À l'heure actuelle, plus de 2 milliards de personnes vivent avec un accès limité aux ressources en eau. D'ici à 2050, au moins une personne sur quatre (2.8 milliards) vivra probablement dans un pays touché par de graves pénuries d'eau.
- Dans une bonne partie du monde en développement, ce sont principalement les femmes qui sont chargées d'aller chercher l'eau, une tâche qui représente un coût d'opportunité élevé et engendre des problèmes de santé potentiels. Le manque d'installations sanitaires convenables est également une cause d'absentéisme scolaire chez les filles, en particulier au moment de leurs règles.
- Dans de nombreux pays en développement, la charge imposée aux femmes et aux filles par l'exposition à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) insalubres revêt de multiples facettes. Les déplacements pour la collecte de l'eau et les attentes culturellement définies en matière de gestion de l'eau peuvent exposer les femmes à la violence sexiste.
- Il importe d'améliorer la collecte de données ventilées par sexe sur l'accès des femmes à une source d'eau propre et à des installations sanitaires, ainsi que sur la participation des femmes aux décisions en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène et leur impact.
- Il est nécessaire de procéder à des évaluations plus sexospécifiques des projets de gestion de l'eau, en particulier du partage des cours d'eau, des lacs et d'autres sources d'eau potable et d'irrigation. Les femmes peuvent être vulnérables aux effets des projets de barrages, y compris au-delà des frontières.
- Les actions de coopération pour le développement, y compris le versement d'aides, devraient intégrer une dimension sexospécifique dans les projets de gestion de l'eau, en particulier par le biais d'évaluations d'impact sur l'égalité hommes-femmes.
- Les connaissances des femmes sur les ressources naturelles locales et les compétences en gestion de l'eau des ménages peuvent être mises à profit pour façonner les efforts de conservation. Il convient de vérifier que les modalités de gouvernance prévues pour les projets de gestion de l'eau favorisent l'égalité des sexes dans les processus décisionnels et garantissent la consultation des groupes représentant les femmes.

## 7.2. Principaux liens entre l'égalité des sexes, la gestion durable de l'eau et les autres ODD

La pénurie d'eau est un problème grandissant que la croissance démographique, l'urbanisation, la pollution et le changement climatique vont exacerber. Aujourd'hui, plus de 2 milliards d'êtres humains ont un accès limité aux ressources en eau, et d'ici 2050, au moins une personne sur quatre (2.8 milliards) vivra vraisemblablement dans un pays en proie à de graves pénuries d'eau. La demande d'eau des populations progresse en même temps que la demande alimentaire. L'agriculture représentant 70 % de la consommation mondiale d'eau douce, on estime à 15 % l'augmentation des prélèvements d'eau qui sera nécessaire pour nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète en 2050. D'ici à 2050, on estime que la demande mondiale d'eau dépassera l'offre de 40 % (World Bank, 2016<sup>[1]</sup>).

Dans le même temps, et malgré les progrès accomplis au cours des 20 dernières années, 30 % de la population mondiale n'a pas accès à une eau salubre, et plus de 50 % à des installations sanitaires et

d'hygiène sûres (UNICEF and WHO, 2019<sup>[2]</sup>). Ces questions sont plus importantes dans les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud (WHO and UNICEF, 2017<sup>[3]</sup>).

L'accès limité à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (ODD 6) est généralement lié à la pauvreté (ODD 1) et à la faim (ODD 2). Cet accès est essentiel au bien-être, et influe sur les résultats en matière de santé et d'éducation (ODD 3 et ODD 4), et il est un déterminant essentiel de la production alimentaire durable, du développement industriel et de l'urbanisation (ODD 2, 9 et 11). L'ODD 6 est également lié à l'ODD 15, en particulier la cible 15.1 sur la conservation et l'utilisation durable de l'eau douce, ainsi qu'aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles (ODD 13).

L'humanité va au-devant d'un avenir bien sombre si elle ne parvient pas à faire face au changement climatique et à gérer convenablement les ressources en eau. D'après les estimations, 1,6 milliard d'individus seront menacés par les inondations d'ici 2050, en particulier dans les villes côtières. Dans l'intervalle, des sécheresses de plus en plus fréquentes provoqueront des tensions entre utilisateurs dans certaines zones urbaines, comme on a pu le voir récemment à Rio de Janeiro, São Paulo et Le Cap (C40 Cities, 2020<sup>[4]</sup>).

L'enjeu des ressources hydriques et de la pénurie d'eau est étroitement lié aussi à la production et à la consommation énergétiques, et donc à l'ODD 7. La hausse anticipée de la demande d'énergie au cours des prochaines années – avec une consommation d'électricité qui devrait progresser de 80 % d'ici 2040 – pourrait peser encore davantage sur les régions du globe en situation de stress hydrique. Cela pourrait être particulièrement problématique dans le cas des technologies bas carbone, qui, si elles ne sont pas correctement gérées, pourraient accroître le stress hydrique ou être limitées par elles. Par exemple, alors que l'éolien et le solaire photovoltaïque (PV) nécessitent très peu d'eau, d'autres technologies, comme les biocarburants, l'énergie solaire à concentration (CSP), la capture du carbone et l'énergie nucléaire, sont relativement gourmandes en eau. Dans le même temps, la fourniture d'eau douce à partir des eaux de surface, des eaux souterraines ou du dessalement, son transport et sa distribution, ainsi que la collecte et le traitement de l'eau et des eaux usées dépendent tous de l'énergie. Néanmoins, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le monde ne ferait qu'accroître d'environ 1 % la demande mondiale d'énergie en 2030 (IEA, 2018<sup>[5]</sup>).

Il existe des liens bien établis entre les femmes, l'assainissement, l'hygiène et la santé, en particulier dans les pays (Bouزيد, Cumming and Hunter, 2018<sup>[6]</sup>) à faible revenu. Les femmes sont plus souvent confrontées aux effets négatifs sur la santé d'une mauvaise qualité de l'eau et d'eaux usées non traitées en raison de rôles domestiques tels que la cuisson, le nettoyage et la garde des enfants. En outre, les femmes sont particulièrement touchées par le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, dû à des besoins d'hygiène et à une vulnérabilité accrue aux infections autour de la menstruation et de la reproduction (Graham, Hirai and Kim, 2016<sup>[7]</sup>) (Unilever Domestos, 2013<sup>[8]</sup>).

Les femmes sont aussi fortement tributaires d'une bonne gestion de l'eau, alors même qu'elles sont rarement associées aux décisions prises dans les secteurs concernés. Compte tenu de leur rôle majeur dans l'agriculture et dans le travail domestique, les femmes pourraient contribuer de façon importante à promouvoir une utilisation plus durable des ressources en eau, tant dans les pays développés que dans ceux en développement. Pourtant, actuellement, les seuls liens avec les femmes et les filles qui sont évoqués concernent les cibles 6.1 sur l'accès universel et équitable à une source d'eau potable, à un coût abordable, et 6.2 sur l'accès équitable à des équipements d'assainissement et d'hygiène. Il convient de noter toutefois que la cible 3.9 des ODD porte aussi sur la réduction du nombre de décès et de maladies dus à la pollution et à la contamination de l'eau, et fait expressément référence aux risques associés à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène insalubres.

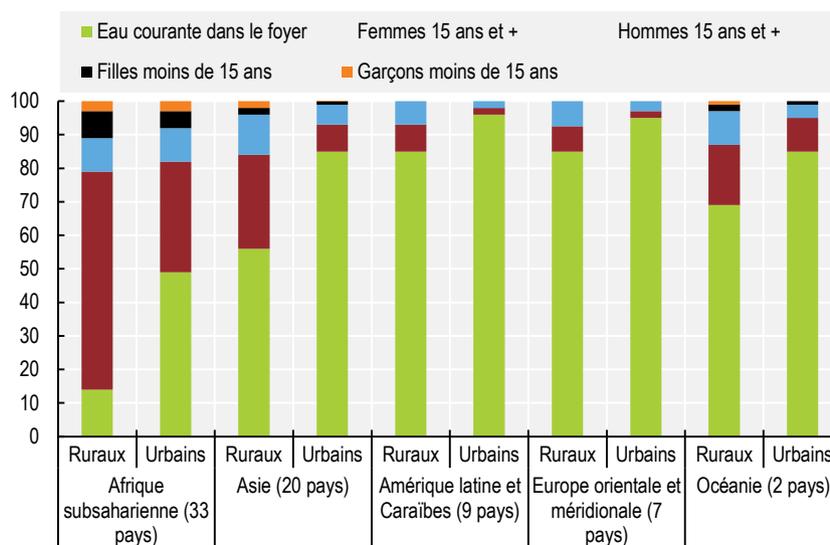
## 7.3. Principaux défis liés à l'eau pour les femmes

### 7.3.1. Manque d'accès à de l'eau propre

Dans beaucoup de pays, les normes sociales veulent souvent que les femmes s'occupent de la gestion de l'eau. L'ONU estime que les femmes et les filles sont responsables de la collecte de l'eau dans 80 % des ménages qui n'ont pas accès à l'eau sur place (UNEP, 2016<sup>[9]</sup>). D'après une étude couvrant 48 pays, les femmes adultes et les filles sont plus de deux fois plus souvent chargées d'aller chercher l'eau que les hommes et les garçons en Afrique subsaharienne et en Asie (UN, 2010<sup>[10]</sup>). Les inégalités s'avèrent particulièrement marquées dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne, où les femmes vont chercher l'eau dans 63 % des foyers, contre 11 % pour les hommes (Graphique 7.1) (UN, 2010<sup>[10]</sup>). Du fait des tâches d'aide et de soins aux autres qu'elles assument au sein de leur foyer et de leur famille, les femmes sont souvent très pénalisées par le manque d'accès à l'eau et à des installations sanitaires.

Selon les Nations Unies, en une journée, les femmes de 25 pays d'Afrique subsaharienne consacrent 16 millions d'heures à aller chercher de l'eau – souvent au détriment de leurs études ou d'un travail rémunéré – contre seulement 6 millions d'heures pour les hommes et 4 millions d'heures pour les enfants. Il existe également des différences dans l'utilisation de l'eau, les femmes donnant la priorité aux besoins domestiques, sanitaires et d'hygiène, tandis que les hommes privilégient l'utilisation de l'eau pour l'agriculture et l'élevage (UNEP, 2016<sup>[9]</sup>).

**Graphique 7.1. La charge de la collecte de l'eau repose excessivement sur les femmes (dernières données disponibles 2005-13)**



Note : Moyennes non pondérées du temps consacré à aller chercher de l'eau. Le nombre entre parenthèses indique le nombre de pays inclus dans la moyenne. Données présentées par région des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Source : Nations Unies, 2015. Les femmes dans le monde, 2015 : des chiffres et des idées. New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la statistique. N° de vente E.15.XVII.8, Annexe statistique. (United Nations, 2015<sup>[11]</sup>).

Le manque d'eau salubre rend les femmes et les filles vulnérables à la violence sexiste dans une grande partie du monde en développement. Un accès insuffisant à l'eau oblige les femmes à marcher sur de longues distances dans des circonstances parfois dangereuses. Les femmes ont signalé des agressions violentes systématiques et des abus sexuels tout en accomplissant ces tâches domestiques. Les femmes et les filles sont également confrontées à la menace de violence sexiste lorsqu'elles se rendent dans des installations sanitaires communes. La peur de la violence sexuelle peut restreindre la liberté de circulation

et affecter l'égalité des chances (Kayser et al., 2019<sup>[12]</sup>). En outre, l'incapacité des femmes à répondre à leurs attentes socialement définies en matière d'accès à l'eau accroît considérablement le risque de violence à la maison si les hommes estiment qu'elles n'ont pas rempli leurs obligations (Pommells et al., 2018<sup>[13]</sup>).

La collecte de l'eau a également des répercussions sur la santé des femmes. Dans les sociétés où les femmes sont chargées d'aller chercher l'eau, le fait de porter des seaux de 30 à 40 kg en moyenne abîme leur colonne vertébrale et provoque des déformations et des maladies. La collecte de l'eau absorbe 30 % de l'apport calorique quotidien, ce qui met en danger les femmes et les filles ayant un apport nutritionnel insuffisant (Abid et al., 2018<sup>[14]</sup>).

Les femmes souffrent de façon disproportionnée de la sécheresse et de ses conséquences, car elles sont souvent laissées à la charge du ménage pendant que les hommes migrent pour travailler ou cherchent un emploi ailleurs (International Organization for Migration, 2020<sup>[15]</sup>). Par exemple, la pénurie d'eau due à la crise de la mer d'Aral s'est traduite par une hausse de la morbidité et de la mortalité maternelles, de la stérilité, et des complications pendant la grossesse pour la mère et le fœtus (Ataniyazova, 2003<sup>[15]</sup>). L'exposition chronique à des concentrations élevées de matières minérales et de polluants toxiques contenus dans une eau de boisson insalubre s'est révélée être la cause de concentrations dangereuses de métaux lourds et de pesticides dans le sang des femmes enceintes, les cordons ombilicaux et le lait maternel dans les zones touchées (Wæhler and Sveberg Dietrichs, 2017<sup>[16]</sup>).

L'agriculture est de plus en plus féminisée, les femmes représentant 43 % de l'ensemble des travailleurs agricoles en Asie (plus de 50 % en Asie du Sud-Est et de l'Est) et 47 % en Afrique (Agarwal, 2018<sup>[17]</sup>) (FAO, IFAD and ILO, 2010<sup>[18]</sup>). Les femmes sont également principalement responsables de l'agriculture de subsistance (sections 6.3.2, 11.3.2 et 14.5.1). Dans la mesure où l'agriculture représente l'essentiel de la consommation d'eau douce, beaucoup de femmes seront de plus en plus pénalisées par les restrictions d'eau croissantes, puisqu'elles sont fortement tributaires de l'agriculture de subsistance pour se nourrir et obtenir un revenu. Dans de nombreux pays, les femmes sont également touchées par l'insécurité des droits sur l'eau (UN WomenWatch, 2009<sup>[19]</sup>). De ce fait, une mauvaise gestion des ressources hydriques, notamment leur diminution provoquée par le changement climatique, a davantage de répercussions sur les femmes qui consacrent déjà énormément de temps à s'occuper de leurs familles.

### **7.3.2. Manque d'installations sanitaires**

Avoir accès à des installations sanitaires est aussi plus important pour les femmes, pour des raisons à la fois de santé et de normes culturelles. L'assainissement de l'environnement joue un rôle majeur dans la transmission de maladies endémiques comme le paludisme, qui touchent comparativement davantage les femmes, et plus spécialement les femmes enceintes (Shapiro-Mendoza et al., 2017<sup>[20]</sup>). L'amélioration des installations d'assainissement peut réduire la mortalité due aux maladies diarrhéiques, ce qui touche gravement les filles et les garçons (UNICEF, 2021<sup>[21]</sup>). Les préjugés culturels qui favorisent la prise en charge des garçons par rapport aux filles peuvent avoir des effets différenciés pour eux (Jarman et al., 2018<sup>[22]</sup>). Les problèmes d'assainissement - ne se limitent toutefois pas aux problèmes de santé ; dans des pays comme l'Inde, où les installations d'assainissement ne sont pas facilement accessibles et où la défécation en plein air est plus fréquente, les préoccupations relatives à la vie privée obligent les femmes à attendre après la tombée de la nuit, ce qui nuit à leur bien-être et à leur confort (Saleem, Burdett and Heaslip, 2019<sup>[23]</sup>).

L'accès à des installations sanitaires a aussi une incidence sur la fréquentation scolaire. Selon l'UNICEF, en 2013, 47 % seulement des établissements scolaires des pays les moins développés possédaient des installations sanitaires convenables. Un assainissement insuffisant, en particulier pendant les règles, réduit la probabilité que les filles fréquentent l'école (UNICEF, 2015<sup>[24]</sup>). Une étude sur la relation entre l'accès à des installations sanitaires convenables, les menstruations et l'absentéisme scolaire en Inde a montré que

40 % des filles n'allaient pas en classe pendant leurs règles à cause du manque de toilettes propres, d'eau propre, d'intimité, de savon et d'articles d'hygiène (Vashisht et al., 2018<sup>[25]</sup>).

L'insuffisance de l'assainissement et de l'accès à l'eau dans le contexte des catastrophes naturelles et des situations d'urgence a aussi un aspect sexospécifique, car les femmes supportent souvent une charge disproportionnée pour restaurer les services de base de l'Eau et des Services d'assainissement. Par exemple, à la suite de l'ouragan de 2017 à Porto Rico, lorsque les appareils technologiques et les installations d'assainissement comme les conduites d'eau, les lave-linge et les toilettes sont devenus indisponibles, les femmes et les hommes sont revenus aux méthodes traditionnelles d'exécution des tâches ménagères. Cela signifie que si les hommes contribuent au transport par eau, les femmes ont entrepris des travaux domestiques accrus, notamment la collecte et le nettoyage avec de l'eau de pluie, la baignade d'enfants avec de l'eau provenant des seaux et le vidage des toilettes improvisées. En l'absence de toilettes, les femmes ont également fait état de problèmes de protection leur intimité, contrairement aux hommes qui se sont soulagés en plein air (Oxfam, 2018<sup>[26]</sup>). Si les interventions humanitaires sont souvent axées sur la restauration des infrastructures et des services d'assainissement et d'assainissement, elles ignorent parfois les effets différenciés sur les femmes et sur leur travail domestique, qui est plus difficile à mesurer, mais qui peuvent néanmoins être atténués en fournissant des outils financiers et physiques qui facilitent les tâches domestiques.

### **7.3.3. Eaux transfrontières et prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes**

Les bassins transfrontières couvrent plus de la moitié de la surface terrestre de notre planète, représentent environ 60 % du débit mondial d'eau douce et abritent plus de 40 % de la population mondiale (UNECE, n.d.<sup>[27]</sup>). La coopération entre les pays riverains et entre eux pourrait donc être déterminante pour la réalisation de l'ODD 6. Plus précisément, la cible 6.5 de l'ODD appelle à la mise en œuvre « d'ici à 2030 [d'] une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris par le biais d'une coopération transfrontière le cas échéant ». La prise en compte d'une approche sexospécifique lors de la conception et de la mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes pertinents des pays, tout en prenant en compte les caractéristiques topographiques propres à chaque bassin transfrontière et les caractéristiques particulières, peut avoir un effet positif sur la coopération.

À titre d'exemple, le projet de gouvernance des ressources en eau souterraine des aquifères transfrontières (GGRETA) mené par l'UNESCO et le PHI applique une approche d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes sur trois aquifères transfrontières situés en Amérique centrale, en Afrique australe et en Asie centrale. Dans le cas du système d'aquifères transfrontières de Stampriet (Afrique du Sud, Botswana et Namibie), le projet s'attache à fournir des données scientifiques sur l'égalité hommes-femmes. Pour l'aquifère transfrontière Cocotepeque-Citala (El Salvador et Honduras), l'accent a été mis sur l'examen des questions d'égalité hommes-femmes dans le cadre de la participation des parties prenantes à la gouvernance de l'eau (UN and UNESCO, 2018<sup>[28]</sup>). Le projet est lié au Programme mondial d'évaluation de l'eau (WWAP) de l'UNESCO, mentionné ci-dessous (section 7.4).

## **7.4. Rôle des femmes dans la gestion durable de l'eau**

Le rôle des femmes dans la bonne gestion de l'eau est reconnu dans les instances mondiales de l'eau depuis des dizaines d'années.<sup>1</sup> Dans les pays en développement plus spécialement, ce sont en premier lieu les femmes qui prennent les décisions relatives à l'eau au sein du foyer. Les recherches menées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) montrent que les communautés où les femmes sont associées à la gestion de l'eau obtiennent de meilleurs résultats mesurables, notamment en améliorant le fonctionnement des systèmes d'eau, en élargissant l'accès et en procurant des avantages

économiques et environnementaux (UNDP, 2006<sup>[29]</sup>). L'amélioration de l'accès des femmes à une eau salubre a des effets positifs sur l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté, la santé, la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire. Faire participer les femmes à la gestion de l'eau et de l'assainissement, tenir compte de leurs besoins et les associer aux décisions budgétaires peut favoriser l'emploi des modestes financements disponibles à des solutions durables qui profitent à toute la collectivité (Sandys, 2005<sup>[30]</sup>).

Les connaissances des femmes en matière de ressources naturelles locales et de compétences en matière de gestion de l'eau à la maison pourraient être mises à profit pour orienter les efforts de conservation au moyen de campagnes de sensibilisation (OECD, 2018<sup>[31]</sup>) (Benedict and Hussein, 2019<sup>[32]</sup>). En outre, parce qu'elles s'occupent beaucoup des enfants, elles sont les mieux placées pour instiller des valeurs d'économie d'eau aux générations futures. Selon une étude de 2006 sur des projets engagés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, réalisée par le Centre international de l'eau et de l'assainissement dans 15 pays, les projets ayant assuré la pleine participation des femmes à toutes les étapes se révélaient plus durables et performants que ceux où ce n'était pas le cas (UNESCO, 2006<sup>[33]</sup>). Les données de 121 projets ruraux d'alimentation en eau analysées par la Banque mondiale montrent que les projets sont 6 à 7 fois plus efficaces lorsque les femmes y participent (World Bank, 1995<sup>[34]</sup>). Les femmes doivent donc être reconnues comme des agents essentiels de la gestion de l'eau, en particulier dans le contexte de l'atténuation du changement climatique.

Une étude du PNUD couvrant 44 projets d'aménagements hydrauliques en Asie et en Afrique conclut que les communautés utilisent les services d'eau de manière plus durable quand les projets ont été conçus avec la participation des femmes aussi bien que des hommes. Face à la rareté de ces communautés, les femmes sont essentielles pour garantir l'équité et la justice dans la gestion des ressources ainsi que la paix et la stabilité (Trivedi, 2018<sup>[35]</sup>).

D'autres données indiquent des résultats positifs similaires lorsque des femmes accèdent à des fonctions dirigeantes dans le secteur de l'eau. En Ouganda, par exemple, les stratégies pour l'égalité hommes-femmes mises au point par Maria Mutagamba pendant son mandat de ministre d'État à l'eau ont assuré le rôle des femmes dans les comités de prise de décision et ont conduit à une augmentation de l'accès à l'eau salubre de 51 % à 61 % en deux ans (Government of Uganda Ministry of Water and Environment, 2010<sup>[36]</sup>). De même, en Tanzanie, les femmes partagent de manière altruiste les ressources en eau, quelle que soit leur disponibilité, ce qui renforce encore la gestion différenciée des biens communs (Lecoutere, D'Exelle and Van Campenhout, 2015<sup>[37]</sup>).

En dépit de ces exemples positifs, à plus grande échelle, les femmes sont marginalisées dans la gouvernance de l'eau et n'ont guère accès aux intrants agricoles et aux ressources productives (irrigation, technologie, crédit, etc.), ce qui peut avoir des conséquences sur la gestion durable de l'eau (Njie and Ndiaye, n.d.<sup>[38]</sup>) (Sadoff, Borgomeo and De Waal, 2017<sup>[39]</sup>). À l'échelle mondiale, les femmes représentent moins de 17 % des forces d'hygiène, d'assainissement et d'approvisionnement en eau (Spencer et al., 2017<sup>[40]</sup>).

L'UNESCO et son Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) s'intéressent au lien qui existe entre l'égalité femmes-hommes, le changement climatique et la gestion des ressources hydriques. L'édition 2020 du Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau, coordonnée par le WWAP, souligne les effets différents que les sécheresses, les maladies hydriques et la contamination de l'eau ont sur les femmes et les filles d'un côté, et les hommes de l'autre. Le rapport insiste sur la nécessité d'améliorer la collecte des données sur le changement climatique ventilées par sexe afin de trouver des solutions tenant compte des sexospécificités. L'augmentation de la participation des femmes à la prise de décision en matière de gestion de l'eau est également mise en évidence, car elle peut conduire à une prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes dans les stratégies de réduction des risques de catastrophe (UNESCO and UN-Water, 2020<sup>[41]</sup>).

Si l'on examine la proportion d'aides liées au climat qui contribuent également à l'égalité hommes-femmes, le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement arrive en deuxième position dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, avec 46 % des aides ciblant l'égalité hommes-femmes comme objectif important ou principal, en moyenne par an en 2018-19 (GENDERNET, 2021<sup>[42]</sup>). L'égalité des sexes est de plus en plus intégrée dans l'aides climatiques ciblées sur l'eau. Un projet quinquennal mené au Mexique, soutenu par le Fonds multilatéral d'investissement de la Banque interaméricaine de développement, a permis d'éviter 212 000 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> en améliorant les installations sanitaires d'environ 17 000 ménages. Le projet a également permis d'éliminer les pertes d'eau et de réduire de 60 % les coûts énergétiques (électricité et gaz) utilisés pour chauffer l'eau. Cinquante-deux femmes, formées à la plomberie, ont mené à bien tous les travaux techniques (BID, 2016<sup>[43]</sup>).

Compte tenu de l'aggravation des tensions autour des ressources en eau, il est essentiel de veiller à l'égalité des femmes et à leur rôle dans la gestion de l'eau pour assurer la sécurité nationale et la justice sociale. Les conflits intra-étatiques et interétatiques pourraient être évités si ces conflits sont ciblés sur la source, donnant aux femmes les moyens d'agir en tant que de besoin (Carpoli et al., 2007<sup>[44]</sup>). Par conséquent, associer les femmes aux négociations internationales sur l'eau peut permettre d'aboutir à des accords, et ainsi favoriser la stabilité politique sur le long terme et une croissance durable. La paix et la démocratie sont remises en cause dans les pays où les inégalités entre hommes et femmes sont fortes (Hudson and den Boer, 2004<sup>[45]</sup>) (Carpoli, 2004<sup>[46]</sup>). L'amélioration de l'accès à l'eau pour l'agriculture et la consommation intérieure permettra aux femmes de disposer de plus de temps pour les activités génératrices de revenus et de s'impliquer davantage dans les structures de gouvernance et d'élaboration des politiques (FAO, 2016<sup>[47]</sup>).

Reconnaître le rôle des femmes dans la gestion de l'eau implique également de travailler avec les communautés locales pour protéger les femmes contre la violence sexiste. De meilleures infrastructures garantissant que les points d'eau sont locaux, bien réglementés et qu'ils disposent de passerelles gérées par la communauté qui offrent aux femmes des voies sûres lorsqu'elles vont chercher de l'eau pourraient contribuer à atténuer le risque (Pommells et al., 2018<sup>[13]</sup>) de violence sexiste.

Même si les effets sexospécifiques de la pénurie d'eau se font surtout sentir dans les pays en développement, certains pays à revenu intermédiaire ou élevé souffrent aussi de stress hydrique. Assurer une plus grande participation des femmes dans le secteur de l'eau peut se traduire par une gestion de l'eau plus efficace et plus durable. À titre d'exemple, les Pays-Bas sont engagés dans une démarche d'intégration de l'égalité entre les sexes dans la gestion de l'eau, tant dans le secteur public que privé. Sur les dix entreprises qui gèrent l'approvisionnement en eau potable des pays, cinq sont dirigés par des femmes, qui encouragent elles-mêmes d'autres femmes à s'engager et à poursuivre une carrière dans la gestion de l'eau (Women for Water Partnership, 2014<sup>[48]</sup>). Des enquêtes menées dans les pays industrialisés montrent également que, dans le cadre domestique, les femmes utilisent l'eau de manière plus responsable que les hommes (OECD, 2014<sup>[49]</sup>).

## 7.5. Actions clés pour aller de l'avant

Un certain nombre de mesures peuvent être prises pour mieux intégrer la problématique hommes-femmes dans le programme d'action sur l'eau :

- Comme pour les autres ODD, le manque de données quantitatives directement disponibles gêne la prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans l'ODD 6. Il est clairement nécessaire de remédier au déficit de données, en s'appuyant sur les efforts d'autres organisations internationales comme le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau de l'UNESCO.
- Les actions de coopération pour le développement, y compris le versement d'aides, devraient intégrer la problématique hommes-femmes dans les projets de gestion de l'eau et assurer la

consultation et la participation conjointe des communautés dans lesquelles les projets sont élaborés.

- Compte tenu de l'importance des enjeux, il convient de vérifier que les modalités de gouvernance prévues pour les projets de gestion de l'eau favorisent l'égalité des sexes dans les processus décisionnels et garantissent la consultation des groupes représentant les femmes. Même si cela peut déjà être le cas dans certains pays de l'OCDE, il pourrait être encore promu en tant qu'orientation lors de la mise en œuvre de la Recommandation de l'OCDE sur l'eau (OECD, n.d.<sup>[50]</sup>).
- Les évaluations environnementales et sociales des grands projets de gestion de l'eau, y compris la construction de barrages, devraient inclure une dimension sexospécifique.

## Références

- Abid, Z. et al. (2018), “Detrimental Effects of Climate Change on Women”, *Earth Systems and Environment*, Vol. 2/3, pp. 537-551, <http://dx.doi.org/10.1007/s41748-018-0063-9>. [14]
- Agarwal, B. (2018), *The challenge of gender inequality*, Springer International Publishing, <http://dx.doi.org/10.1007/s40888-018-0092-8>. [17]
- Benedict, S. and H. Hussein (2019), “An Analysis of Water Awareness Campaign Messaging in the Case of Jordan: Water Conservation for State Security”, *Water*, Vol. 11/6, <http://dx.doi.org/10.3390/w11061156>. [32]
- BID (2016), *Informe sobre Efectividad en el Desarrollo*, Banco Interamericano de Desarrollo, <https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/Informe-sobre-efectividad-en-el-desarrollo-2016.pdf> (accessed on 13 April 2021). [43]
- Bouزيد, M., O. Cumming and P. Hunter (2018), *What is the impact of water sanitation and hygiene in healthcare facilities on care seeking behaviour and patient satisfaction? A systematic review of the evidence from low-income and middleincome countries*, BMJ Publishing Group, <http://dx.doi.org/10.1136/bmjgh-2017-000648>. [6]
- C40 Cities (2020), *The Future we don't want for cities - The heat is on*, <https://www.c40.org/other/the-future-we-don-t-want-for-cities-the-heat-is-on>. [4]
- Caprioli, M. (2004), “Democracy and Human Rights versus Women's Security: A Contradiction?”, *Security Dialogue*, Vol. 35/4, pp. 411-428, <https://www.jstor.org/stable/26298581>. [46]
- Carpoli, M. et al. (2007), “Putting Women in Their Place”, *Baker Center Journal of Applied Public Policy*, Vol. 1/1, [http://trace.tennessee.edu/utk\\_bakecentpubs/2](http://trace.tennessee.edu/utk_bakecentpubs/2). [44]
- FAO (2016), *How can women control water?*, Social Policies and Rural Institutions Division (ESP) - Land and Water Division (AGL), <http://water.org/water-crisis/women-children-facts/>. [47]
- FAO, IFAD and ILO (2010), *Gender dimensions of agricultural and rural employment : differentiated pathways out of poverty : status, trends and gaps.*, Food and Agriculture Organization of the United Nations. [18]
- GENDERNET (2021), *Development Finance for Gender Equality and Women's Empowerment: A 2021 Snapshot*, OECD DAC Network on Gender Equality, <https://www.oecd.org/development/gender-development/Development-finance-for-gender-equality-2021.pdf> (accessed on 6 April 2021). [42]
- Government of Uganda Ministry of Water and Environment (2010), *WATER AND SANITATION SUB-SECTOR- Gender Strategy*. [36]
- Graham, J., M. Hirai and S. Kim (2016), “An analysis of water collection labor among women and children in 24 sub-Saharan African countries”, *PLoS ONE*, Vol. 11/6, <http://dx.doi.org/10.1371/journal.pone.0155981>. [7]
- Hudson, V. and A. den Boer (2004), “Bare Branches: The Security Implications of Asia's Surplus Male Populations”, *Japanese Journal of Political Science* 5(02) Cambridge, MA: The MIT Press, <http://dx.doi.org/DOI: 10.1017/S146810990522162X>. [45]

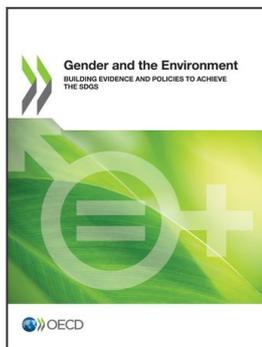
- IEA (2018), *World Energy Outlook 2018*, International Energy Agency, Paris, [5]  
<https://dx.doi.org/10.1787/weo-2018-en>.
- International Organization for Migration (2020), *World Migration Report 2020*, United Nations, [15]  
 Geneva, [http://dx.doi.org/ISSN 1561-5502](http://dx.doi.org/ISSN%201561-5502).
- Jarman, A. et al. (2018), "Sex and Gender Differences in Acute Pediatric Diarrhea: A Secondary [22]  
 Analysis of the DHAKA Study", *Journal of Epidemiology and Global Health*, Vol. 8/1-2,  
<http://dx.doi.org/10.2991/j.jegh.2018.08.102>.
- Kayser, G. et al. (2019), "Water, sanitation and hygiene: Measuring gender equality and [12]  
 empowerment", *Bulletin of the World Health Organization*, Vol. 97/6, pp. 438-440,  
<http://dx.doi.org/10.2471/BLT.18.223305>.
- Lecoutere, E., B. D'Exelle and B. Van Campenhout (2015), "Sharing Common Resources in [37]  
 Patriarchal and Status-Based Societies: Evidence from Tanzania", *Feminist Economics*,  
 Vol. 21/3, pp. 142-167, <http://dx.doi.org/10.1080/13545701.2015.1024274>.
- Njie, N. and T. Ndiaye (n.d.), *Women and Agricultural Water Resource Management*, UN [38]  
 Chronicle, <https://www.un.org/en/chronicle/article/women-and-agricultural-water-resource-management>.
- OECD (2018), *Policy Coherence for Sustainable Development and Gender Equality: Fostering [31]  
 an Integrated Policy Agenda*, <http://www.oecd.org/gov/gender-mainstreaming/policy-coherence-for-sustainable-development-and-gender-equality.pdf>.
- OECD (2014), *Greening Household Behaviour: Overview from the 2011 Survey - Revised [49]  
 edition*, OECD Studies on Environmental Policy and Household Behaviour, OECD Publishing,  
 Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264214651-en>.
- OECD (n.d.), *Recommendation of the Council on Water*. [50]
- Oxfam (2018), "The Weight of Water on Women: The Long Wake of Hurricane Maria in Puerto [26]  
 Rico", <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/research-background-wash-gender-report-puerto-rico/>.
- Pommells, M. et al. (2018), *Gender Violence as a Water, Sanitation, and Hygiene Risk: [13]  
 Uncovering Violence Against Women and Girls as it Pertains to Poor WaSH Access*,  
<https://doi.org/10.1177/1077801218754410>.
- Sadoff, C., E. Borgomeo and D. De Waal (2017), *Turbulent Waters. Pursuing Water Security in [39]  
 Fragile Contexts*, World Bank, Washington, <http://www.worldbank.org/water>.
- Saleem, M., T. Burdett and V. Heaslip (2019), "Health and social impacts of open defecation on [23]  
 women: A systematic review", *BMC Public Health*, Vol. 19/1,  
<http://dx.doi.org/10.1186/s12889-019-6423-z>.
- Sandys, E. (2005), *Women 2000 and beyond*. [30]
- Shapiro-Mendoza, C. et al. (2017), *Morbidity and Mortality Weekly Report Pregnancy Outcomes [20]  
 After Maternal Zika Virus Infection During Pregnancy-U*, <https://www.cdc.gov/zika/>.

- Spencer, B. et al. (2017), "Case studies in co-benefits approaches to climate change mitigation and adaptation", *Journal of Environmental Planning and Management*, Vol. 60/4, pp. 647-667, <http://dx.doi.org/10.1080/09640568.2016.1168287>. [40]
- Trivedi, A. (2018), "Women Are the Secret Weapon for Better Water Management", *World Resources Institute*, <https://www.wri.org/blog/2018/10/women-are-secret-weapon-better-water-management>. [35]
- UN (2010), *The Right to Water*, United Nations Human Rights, UN Habitat and World Health Organisation. [10]
- UN WomenWatch (2009), "Women and Climate Factsheet", pp. 1-11, [https://www.un.org/womenwatch/feature/climate\\_change/downloads/Women\\_and\\_Climate\\_Change\\_Factsheet.pdf](https://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/downloads/Women_and_Climate_Change_Factsheet.pdf). [19]
- UNDP (2006), *Mainstreaming Gender in Water Management*. [29]
- UNECE (n.d.), *Many more operational arrangements for transboundary water cooperation needed across the world, shows 2021 UN-Water SDG6 progress report*, <https://unece.org/circular-economy/press/many-more-operational-arrangements-transboundary-water-cooperation-needed> (accessed on 8 April 2021). [27]
- UNEP (2016), *Global gender and environment outlook*. [9]
- UNESCO (2006), *Gender, Water and Sanitation: A Policy Brief*, <http://www.wsscc.org>. [33]
- UNESCO and UN-Water (2020), *The United Nations World Water Development Report 2020: Water and Climate Change*, UNESCO, Paris. [41]
- UNICEF (2021), *Diarrhoea*, <https://data.unicef.org/topic/child-health/diarrhoeal-disease/> (accessed on 13 April 2021). [21]
- UNICEF (2015), "Advancing WASH in Schools Monitoring", pp. 1-68, [https://www.unicef.org/wash/schools/files/Advancing\\_WASH\\_in\\_Schools\\_Monitoring\(1\).pdf](https://www.unicef.org/wash/schools/files/Advancing_WASH_in_Schools_Monitoring(1).pdf). [24]
- UNICEF and WHO (2019), *Progress on household drinking water, sanitation and hygiene 2000-2017. Special focus on inequalities*, United Nations Children's Fund (UNICEF) and World Health Organization (WHO), New York, <https://washdata.org>. [2]
- Unilever Domestos, W. (2013), *We Can't Wait A report on sAnitAtion And hygiene for women And girls Photo: WSSCC/Saskia Castelein*. [8]
- United Nations (2015), *The World's Women 2015: Trends and Statistics*, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Statistics Division, <http://dx.doi.org/10.18356/9789210573719>. [11]
- UN and UNESCO (2018), *Progress on Transboundary Water Cooperation 2018 Global baseline for SDG indicator 6.5.2*, United Nations and United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. [28]
- Vashisht, A. et al. (2018), "School absenteeism during menstruation amongst adolescent girls in Delhi, India.", *Journal of family & community medicine*, Vol. 25/3, pp. 163-168, [http://dx.doi.org/10.4103/jfcm.JFCM\\_161\\_17](http://dx.doi.org/10.4103/jfcm.JFCM_161_17). [25]

- Wæhler, T. and E. Sveberg Dietrichs (2017), *The vanishing Aral Sea: health consequences of an environmental disaster* | *Tidsskrift for Den norske legeforening*. [16]
- WHO and UNICEF (2017), *Progress on drinking water, sanitation and hygiene: 2017 update and SDG Baselines*, World Health Organization (WHO) and the United Nations Children's Fund (UNICEF), Geneva, <http://apps.who.int/bookorders>. [3]
- Women for Water Partnership (2014), *Five women leading a male dominated water management world in the Netherlands*, 7 Women, Water, and Leadership, ADB Briefs No.24, <https://www.womenforwater.org/five-women-leading-a-male-dominated-water-management-world-in-the-netherlands.html>. [48]
- World Bank (2016), *Annual freshwater withdrawals, agriculture (% of total freshwater withdrawal)*, <https://data.worldbank.org/indicator/er.h2o.fwag.zs>. [1]
- World Bank (1995), "The Contribution of People's Participation Evidence from 121 Rural Water Supply Projects", *Environmentally Sustainable Development Occasional Paper Series No. 1 ESD The World Bank, Washington, D.C.*. [34]

## Notes

<sup>1</sup> L'importance d'impliquer les femmes et les hommes dans la gestion de l'eau et de l'assainissement a été reconnue au niveau mondial, lors de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 1977 à Mar del Plata, de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) et de la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement de 1992, qui a explicitement reconnu le rôle central des femmes dans l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau. L'implication des femmes dans la gestion de l'eau est également mentionnée dans l'Agenda 21 (chapitre 18) et le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.



Extrait de :

## Gender and the Environment

Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3d32ca39-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Les femmes et l'ODD 6 – Eau propre et assainissement : garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable », dans *Gender and the Environment : Building Evidence and Policies to Achieve the SDGs*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dbe277b7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.